

*Questions orales*

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Bien sûr que non, monsieur le Président. La situation est bien claire. Le négociateur du Canada a suspendu les négociations parce que les propositions des États-Unis étaient inacceptables. C'est à ces derniers de présenter de nouvelles propositions s'ils veulent que les négociations se poursuivent. Ils ne l'ont pas encore fait. C'est à eux de prendre l'initiative. Je pense que le premier ministre l'a dit très clairement à la Chambre des communes et que tout le monde l'a compris à la condition de bien vouloir.

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE—LES ARTICLES PARUS DANS DEUX JOURNAUX DE MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, pourrais-je poursuivre avec le vice-premier ministre et obtenir quelques éclaircissements sur l'impasse canado-américaine sur l'Accord du libre-échange?

A la Chambre, hier, le premier ministre disait: «La balle est dans le camp des Américains», et il rejetait une réunion au Sommet avec le Président américain. Il nous disait d'ailleurs à la Chambre, et cela a été rapporté dans le journal *The Gazette* de Montréal:

[Traduction]

«Le PM exclut une rencontre avec Reagan pour l'instant».

[Français]

Quelques heures plus tard, à Montréal, alors qu'il rencontrait le bureau de rédaction du journal *La Presse*, il disait le contraire: «Mulroney se dit prêt à rencontrer Reagan». On se pose bien des questions! Qui dit vrai: Le journal *La Presse* ou le journal *The Gazette* de Montréal?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Moi, monsieur le Président, je ne peux pas juger de la vérité entre l'article du quotidien *La Presse* de Montréal et celui du journal *The Gazette*, mais je peux parler pour le premier ministre et pour le gouvernement. Le premier ministre a dit hier à la Chambre, et je cite:

[Traduction]

Je pense qu'il serait inopportun en ce moment et peut-être nuisible au moment où je vous parle que le Président et moi ou qui que ce soit d'autre interviennent à ce niveau-là.

Voilà la position du gouvernement du Canada, telle qu'elle a été énoncée à la Chambre et à Montréal. Simplement pour que la Chambre comprenne la situation, s'il devait jamais y avoir une rencontre à un niveau élevé, elle n'interviendrait qu'après un changement de position de la part des États-Unis.

[Français]

LES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, je pense que le ministre a bien cité le premier ministre à la page 9286 du compte rendu officiel des *Débats*, à savoir, et je le cite textuellement:

Je pense qu'il serait inopportun en ce moment et peut-être nuisible au moment où je vous parle que le Président et moi ou qui que ce soit d'autre interviennent à ce niveau-là.

Ma question est la suivante: Qui est cette personne? Est-ce que c'est Derek Burney qui a parlé à M. Howard Baker et qui a donné les cinq conditions canadiennes? Est-ce qu'il y a eu des négociations hier après-midi?

Voici ce que je veux savoir: Le public canadien est-il en train de se faire manipuler? L'opinion publique est-elle en train de se faire manipuler par ce gouvernement, pour qu'on puisse nous faire croire, d'une part, que les négociations sont interrompues et, d'autre part, que des négociations se font par le numéro un du Cabinet du premier ministre, Derek Burney, à savoir qu'il y a cinq conditions pour la reprise des négociations? Qui dit vrai?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, la réponse à la question est non. Il n'y a pas eu cinq conditions soumises, ni trois ou sept par le gouvernement du Canada depuis que le négociateur en chef a suspendu les négociations.

Je sais qu'il y a eu des rumeurs, mais elles sont fausses. Il arrive, bien sûr, qu'il y a des conversations normales entre certains Américains et certains Canadiens. Cela est bien normal. Mais la chose essentielle pour avoir une continuation des négociations et un changement de la position des Américains: ce sont les Américains qui doivent nous contacter à ce sujet.

[Traduction]

## LES INITIATIVES ÉVENTUELLES

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, le *Washington Post* annonce aujourd'hui que le président et ses principaux conseillers en matière d'échanges ont décidé en réunion que le président ne devait pas appeler le premier ministre pour amorcer une nouvelle initiative dans les négociations de libre-échange. Je demanderai au ministre des Finances s'il peut donner à la Chambre la garantie que ni lui, ni Derek Burney, qui va également à Washington, ne feront d'autres concessions ou approches à la Maison Blanche, avec bradage éventuel du Canada, pour essayer à genoux de faire redémarrer ces entretiens.

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Il est bien évident que dans sa précipitation le député a heurté un mur de brique, et les dégâts se voient.

La situation est très claire. Le député peut bien essayer de la déformer si cela cadre avec ses objectifs idéologiques, mais la situation est très claire. Nous avons entamé des négociations, dont nous croyons qu'elles seront tout à fait dans l'intérêt du Canada si elles réussissent. Elles sont dans une impasse. Et si elles sont dans cette impasse, c'est que la position exposée pour la dernière fois par les États-Unis est inadmissible pour le Canada.